XXVII^{e} BIENNALE DE LA LANGUE FRANÇAISE

PARIS 14-16 SEPTEMBRE 2017

Le choix du Français dans les zones anglophones, le cas du Cameroun et du Rwanda

Cheryl Toman

Selon Alexandre Wolff, responsable de l'Observatoire de la langue française auprès de l'Organisation Internationale de la Francophonie (l'OIF), on prévoit 715 millions de locuteurs de français en 2050 grâce à l'Afrique qui recensera 90% des jeunes francophones. D'après les statistiques de l'OIF, parmi les 274 millions de locuteurs de français sur la planète actuellement, 151 millions de ces locuteurs--55% approximativement--résident en Afrique. Bien sûr, le contexte historique, politique, et économique, n'est pas le même pour chaque état africain et donc le « choix » de la langue française dans les études et les métiers dépend de nombreux facteurs. Parfois, ce n'est pas un choix du tout car les réalités du pays l'imposent pour éviter une préférence officielle d'une langue locale au détriment des autres. Au Cameroun par exemple, nous comptons 250 groupes ethniques et autant de langues avec deux langues nationales en plus, le français et l'anglais, et donc le pays garantit un bilinguisme officiel. Pour citer un autre exemple au Gabon, où le français est la langue nationale, on y compte 40 groupes ethniques et donc 40 langues indigènes. Pour un tiers de la population de Libreville, la capitale, le français est une langue maternelle et il faut noter que 80% des Gabonais parlent français.

Mais quand un choix de langue se présente aux Africains dans leurs pays respectifs, la décision n'est pas prise à la légère. Quelles sont les conséquences économiques et sociales de ce choix et peut-il ouvrir certaines portes qui permettront une réussite éducative ou professionnelle ou autre ? Considérons un pays comme le Rwanda, par exemple, un pays qui est devenu officiellement francophone lors du colonialisme belge. Mais lors du génocide, les leaders actuels s'étaient réfugiés dans les pays voisins anglophones (au Kenya et en Ouganda par exemple). Avec leur retour au pays, le statut de la langue française a complètement changé. Mais pour les Rwandais francophones aujourd'hui et leur fidélité à la langue française malgré les changements officiels, ce choix, représente-t-il pour eux un choix nostalgique, une réaffirmation d'un standard qui détermine l'élite rwandaise, ou plutôt un choix conscient d'un multilinguisme avec la langue indigène, le kinyarwanda parlé par l'ensemble de la population ? Dans cette communication, je vais analyser le choix du français dans les zones anglophones du Cameroun et du Rwanda précisément, deux pays avec deux contextes historiques complètement différents. Le terme « zone » que j'emploie ici suggère peut-être une définition plus fluide dans le cas du Rwanda et plus officiel dans le cas du Cameroun, mais nous allons voir qu'il est intéressant d'examiner ces deux exemples ensemble.

Le choix du français dans la zone anglophone au Cameroun

En 1961, la réunification des deux « Camerouns » (un qui faisait partie du système colonial Britannique et l'autre sous influence française) a fait surgir un bilinguisme officiel—le français et l'anglais sont devenus les langues nationales de ce nouveau pays reconstitué. En réalité, le fait que le Cameroun Britannique a voté pour l'indépendance et la réunification avec leurs frères de la partie francophone a privilégié le français dans le pays entier. Avec cette décision prise, on ne pouvait plus imaginer un Cameroun entièrement anglophone. Cette decision signalait également une rupture définitive avec un Nigeria qui était anglophone aussi. Les Camerounais anglophones de l'époque montraient un désir d'intégration, un désir d'un état uni au lieu d'un état fédéré avec deux gouvernements.

Aujourd'hui au Cameroun, nous observons que ceux qui habitent les régions anglophones sont

souvent très francophones tandis que les Camerounais francophones ne semblent pas faire tant d'efforts pour maitriser l'anglais parce qu'ils peuvent se débrouiller très bien dans leur pays sans apprendre la deuxième langue nationale. Donc, pour les Anglophones, rester anglophone uniquement présente peut-être un handicap en réalité. Il faut noter aussi que le *pidgin english* très répandu dans la zone anglophone est à base de l'anglais mais nourri de français (Tabi Manga 2000) ce qui donne un avantage aux Anglophones qui veulent maitriser le français.

Mais si les Camerounais anglophones souffrent aujourd'hui et regrettent actuellement ce choix d'un bilinguisme officiel pourtant, c'est à cause du sous-développement de la région anglophone par rapport à la région francophone et la sous-représentation des Anglophones dans le gouvernement. Au niveau politique et économique, tout est décidé à Yaoundé ou à Douala, les deux villes camerounaises les plus importantes qui sont sans aucun doute francophones. Il faut dire que la France investit naturellement dans la partie francophone du pays et en réalité n'encouragerait pas trop une présidence anglophone au Cameroun.

Naturellement, le système éducatif joue un rôle majeur et assure le bilinguisme dans le pays mais il faut dire que le Cameroun n'a pas une politique de promotion des langues nationales (Tabi-Manga 174). Le linguiste Jean Tabi-Manga constate pourtant que « le français et l'anglais ne peuvent pas exprimer toutes les richesses de l'héritage culturel camerounais dans toute sa diversité » (177) suggérant ainsi le besoin d'un trilinguisme où la langue locale doit cohabiter l'espace linguistique camerounais. Lors de la réunification décidée en 1961, la seule université au Cameroun se trouvait à Yaoundé et donc les Anglophones étaient obligés de devenir francophones pour faire des études supérieures dans leur pays ; certains ont choisi à l'époque de continuer leurs études en anglais au Nigeria ou ailleurs mais d'autres qui croyaient à ce projet de bilinguisme ont opté pour Yaoundé et un cursus en français. Donc, ces étudiants ont appris un français de l'élite. En 1963, une université fédérée qui devait promouvoir le projet du bilinguisme a été fondée dans le pays mais en réalité, cette université favorisait les Francophones; la première université vraiment anglophone à Buea n'était fondée qu'en 1993 [1] —trente ans après la réunification. Evidemment le nombre d'Anglophones qui sont devenus francophones pendant cette période était également important.

Mais analysons d'autres réalités francophones qui existent actuellement dans la zone anglophone au Cameroun. En 2015 par exemple, le Collège de Paris qui a pour mission de « promouvoir l'excellence française grâce à la formation, » a lancé la première école de langue française au Cameroun anglophone en liaison avec l'Université de Buea. Ce partenariat a certainement un but précis : répondre aux besoins des Camerounais anglophones qui espèrent « réussir dans de nombreux domaines, notamment dans les affaires et l'administration. » [2]

Au niveau collège aujourd'hui, les Camerounais anglophones suivent trente minutes de français par jour, et le français est obligatoire au lycée si l'on espère entrer dans le système universitaire (Tabi-Manga 2000). Officiellement, l'enseignement supérieur est bilingue mais en réalité, certaines contradictions sont évidentes. Les professeurs vraiment bilingues sont rares et chacun favorise soit le français soit l'anglais et c'est à l'étudiant de se débrouiller (Tabi-Manga 133).

Un élément intéressant dans cette histoire, c'est le rôle des femmes camerounaises dans le projet du bilinguisme. Historiquement, la promotion du bilinguisme dans le pays réussit le plus au niveau scolaire où les femmes sont plus présentes dans le corps d'enseignants et dans l'administration et ceci est vrai dans la zone francophone ainsi que dans la zone anglophone camerounaises. Dans les deux zones, les professeurs d'école et les administratrices assurent l'enseignement des deux langues même pour les plus jeunes élèves parce que ces enseignantes choisissent d'analyser d'une façon pragmatique la situation actuelle de leur pays et son avenir. Là où manquent typiquement les enseignantes et administratrices au niveau secondaire et post-secondaire, le projet de bilinguisme est plus faible. [3]

Sans politique officielle de promotion des langues nationales, on constate des inégalités entre le français et l'anglais dans les deux zones mais il y a quand même une exception à la fac de médecine où les Anglophones sont obligés de soutenir leurs thèses en français et les Francophones font pareil avec l'anglais.

Dans la zone anglophone au Cameroun, on enseigne le français souvent en utilisant la méthode FLE ce qui n'est pas idéal pour réaliser un vrai bilinguisme. En 1977, en fait, de nombreux profs camerounais ont fondé un mouvement intitulé « opération bilinguisme » qui avait pour but de stopper la méthode FLE pour favoriser d'autres méthodes parce que ces profs pensaient que le FLE ne convenait pas, d'après leur interpretation, à un pays qui cherche un vrai bilinguisme (Biloa 2004 ; Engolo 2002 ; Tabi-Manga 1994)

Cette année, les Camerounais anglophones ont manifesté et continuent à manifester pour souligner les inégalités qui existent encore entre le français et l'anglais—ces manifestations provoquent parfois des violences. Mais en attendant des changements, les jeunes Camerounais qui sont en train de construire un avenir meilleur, ont-ils vraiment un choix de ne pas apprendre le français? Je vous laisse avec cette question.

Le français pris en otage au Rwanda : la politique et le choix d'une langue

Officiellement au moins, le français est en plein déclin au Rwanda depuis la fin du conflit des années 90. Les relations entre le Rwanda et la France demeurent problématiques sinon froides depuis que le président rwandais, Paul Kagame, a accusé la France d'avoir joué un rôle dans le génocide. Ces tensions entre les deux pays étaient à leur comble quand en octobre 2008, Kigali a promulgué la loi sur l'exclusivité de l'anglais à tous les niveaux d'enseignement et par la suite en 2009, le Rwanda a adhéré au Commonwealth. Le passage officiel du français à l'anglais était rapide et total dans les secteurs de relations publiques et de tourisme, sans aucune période de transition. Même l'Institut Français était une victime de ces relations froides entre les deux pays ; la mairie de Kigali a fermé l'Institut en 2014 en citant des problèmes structurels du bâtiment. Cette explication était évidemment bien douteuse.

Malgré ces obstacles importants, on peut constater quelques faibles améliorations en ce qui concerne le statut de français au Rwanda. L'Institut Français a ouvert de nouveau et se trouve actuellement dans les locaux de l'Ambassade de France. Sa bibliothèque qu'on appelle « The French Corner » fait partie de la bibliothèque municipale de la ville depuis 2015. Les cours de français offerts auparavant à l'Institut sont maintenant couverts par l'école française Antoine de Saint-Exupéry à Kigali. [4] Malgré la mise en place des cours d'anglais dans le système éducatif en 2010, la réintroduction d'une heure de cours obligatoire en français dès la 4e année de primaire a eu lieu en 2016.

Le Rwanda aujourd'hui a officiellement quatre langues nationales—le kinyarwanda, l'anglais, le français, et depuis le mois de février 2017, le swahili. Le Rwanda connait le bilinguisme depuis les années 30—le kinyarwanda est depuis toujours la langue indigène que toute la population parle et depuis les années 30, le français est la langue d'une élite intellectuelle et continue à l'être. Cette élite rwandaise représente 4 % de la population. Le gouvernement rwandais a décidé de compter l'anglais parmi les langues officielles en 1996 mais c'était en 2008 où l'anglais devient la seule langue étrangère d'enseignement mais il faut noter qu'aucune politique n'existe pour l'instant pour transformer les francophones en anglophones (Rurangirwa 167). La decision de 2008 instaure délibérément pourtant un déséquilibre fonctionnel entre les langues officielles dans le pays, et selon le linguiste Straton Rurangirwa qui écrit principalement

sur les politiques linguistiques du Rwanda, on constate une officialisation du conflit entre le français et l'anglais (171). Il y a donc un certain désordre qui règne dans les écoles rwandaises aujourd'hui car c'est à chaque école en fait de choisir la langue d'enseignement ou ce qu'il y a de pire encore, c'est que dans plusieurs écoles, on constate une utilisation simultanée du français et de l'anglais (Rurangirwa 171), ceci dans un pays qui souffre déjà du sous-développement et un manque de ressources pédagogiques. Donc c'est une situation qui pèse beaucoup sur les élèves et les professeurs également. Joy Musabe qui est la chef des programmes scolaires au Ministère de l'Education à Kigali explique que bientôt, les élèves n'auront plus la compétence qu'il faut en français pour faire des études supérieures en français à cause du changement de 2008 (*Jeune Afrique* 2014)

Ce conflit linguistique semble prendre en otage les Rwandais qui choisissent le français. Malgré l'imposition de l'anglais en 2008, les francophones sont encore plus nombreux que les anglophones. Mais il faut dire que s'il s'avère trop difficile de se construire une identité francophone, le français sera sans doute en recul au Rwanda pour le simple fait qu'une langue indigène commune existe au Rwanda ce qui n'est pas du tout le cas pour la plupart des pays africains. Le français tout comme l'anglais, d'après Rurangirwa, sera soit « hérité du parcours scolaire » soit « commandé par les exigences du travail ou des études » (171). Ce sont les francophones qui ont aujourd'hui plus de quarante ans et qui travaillent encore dans le pays qui risquent d'être marginalisés le plus dans leur propre société parce qu'ils seront moins motivés de s'adapter à l'anglais mais ils trouveront par conséquent de moins en moins d'opportunités pour utiliser le français. Pour son étude intitulée, « La langue française au Rwanda : Chronique d'une mort programmée, » Obed Nkunzimana a cité plusieurs francophones qui parlent de leurs expériences personnelles. Nkunzimana a cité par exemple un professeur de sciences humaines qui a noté : « J'arrive à enseigner en anglais maintenant, mais je ne peux pas dire que j'enseigne efficacement. La plupart des enseignants mélangent l'anglais et le kinyarwanda pendant les cours. » Un journaliste raconte : « Lorsque l'anglais est devenu une langue dominante (. . .) j'étais sans emploi et je n'ai pas pu rejoindre l'administration (car) [on était] obligés de passer le test en anglais. J'ai été écarté et j'ai rejoint la presse privée. » Et bien sûr, il y a aussi une valeur sentimentale pour certains au Rwanda. Pacome Munyaneza dit : « Mon grand-père et ma grand-mère utilisent quelques mots de français dans leurs phrases en kinyarwanda. Dans notre village, nous avons grandi avec le français (. . .) Je ne peux pas souhaiter le perdre » (*Jeune Afrique* 2014).

Mais pour les parents qui choisissent d'inscrire leurs enfants à une école francophone comme l'école française Antoine de Saint-Exupéry de Kigali, ils voient surtout un côté pratique parce que le Rwanda est entouré de pays francophones et anglophones et donc ce raisonnement pour un trilinguisme ressemble à ceux des Camerounais anglophones qui choisissent le français dans les études pour être compétitifs sur le marché du travail et pour avoir donc de meilleures opportunités professionnelles à l'avenir non seulement dans leur propre pays ou en Afrique mais pourquoi pas dans le monde entier.

La situation linguistique au Rwanda aujourd'hui continue à être un sujet très délicat. Selon les estimations, 13% de la population rwandais sont francophones mais les anglophones sont seulement à 5 % (Costes 2010). Pourtant le nombre des locuteurs d'anglais augmentent rapidement à cause de la politique linguistique actuelle. Les linguistes qui font des recherches sur la question francophone au Rwanda avertissent qu'on ne peut pas compter sur la nostalgie d'une élite vieillissante pour sauver le français au Rwanda. Au début de cet essai, les statistiques de l'OIF qui indiquent bien que les jeunes africains représentent l'avenir de la francophonie étaient citées. C'est le même cas pour le Rwanda. Sans la formation des jeunes en français, l'anglais prendra le dessous dans le pays. L'ancien ambassadeur de France au Rwanda, Laurent Contini, cite souvent un bilinguisme officiel, comme on constate au Cameroun, comme la meilleure solution pour les Rwandais (Costes 2010). Selon Contini, c'est à la France et aux organismes comme l'OIF de soutenir ces efforts surtout, faute de moyens financiers chez les Rwandais.

Conclusion

Les chercheurs, africanistes ou pas, ont souvent tendance à parler des pays africains comme s'il s'agit d'une masse homogène. Mais les cas du Cameroun et du Rwanda constatent, ces deux pays ont des particularités bien précises—des particularités culturelles, politiques, économiques, sociales, et linguistiques qui n'existent nulle part ailleurs. Il est évident que le français existe et joue un rôle non-négligeable même dans la vie de certains Africains qui habitent les zones anglophones. L'avenir de la francophonie en général est étroitement lié au statut de la francophonie en Afrique mais il faut une connaissance profonde des particularités de chaque pays africain francophone si l'on espère promouvoir avec succès le français dans les pays africains tout en respectant le caractère unique de chaque pays et ses citoyens.

Ouvrages cités ou consultés :

Abou, Sélim. *Une francophonie différentielle*. Paris : L'Harmattan, 1994.

Alima, Benoît. *La reforme éducative au Cameroun*. Paris : L'Harmattan, 2008.

Biloa, Edmond. *La langue française au Cameroun : Analyse linguistique et didactique*. Bern : Peter Lang, 2004.

Costes, Fanny. « Le français, un luxe inutile au Rwanda. » *Le Devoir*. 14 août 2010. http://www.ledevoir.com/international/actualites-internationales/294344/le-francais-un-luxe-inutile-au-rwanda.

Engolo, Camille Ekomo. « Analyse sociologique du bilinguisme d'enseignement au Cameroun. » *Education et sociétés*. 8 (2001/2), 135-161.

Jeune Afrique. « Au Rwanda, le français longtemps mis de côté, fait un discret retour. » http://www.jeuneafrique.com/depeches/7725/politique/au-rwanda-le-francais-longtemps-mis-de-cote-fait-un-discret-retou
r. 27 novembre 2014.

Mohamadou, Galy, Bachir Bouba et Germain Fabrice Menye Nga, dir. *La profession enseignante dans l'université camerounaise : enjeux et défis*
. Paris : L'Harmattan, 2016.

Nkunzimana, Obed. « La langue française au Rwanda. Chronique d'une mort programmée. » *Alternative Francophone*. 7 (2014): 25-37.

Rurangirwa, Straton. « Réflexions sur l'actuel conflit français-anglais au Rwanda. » *Synergies Afrique des Grands Lacs*. 3 (2014): 165-178.

Tabi-Manga, Jean. *Les politiques linguistiques du Cameroun : Essai d'aménagement linguistique*. Paris : Karthala, 2000.

---. « Statut, usage, et rôle du français au Cameroun. » *Une francophonie différentielle*. Paris L'Harmattan, 1994, 237-251.

Wolff, Alexandre. *Observatoire de la langue francaise*. http://www.francophonie.org/-La-Francophonie-en-chiffres-.html?debut_list_art=0#pagination_list_art. 4 janvier 2018.

1 Le vrai début était en 1985 où un centre universitaire était fondé à Buea.

2 Site web: http://www.collegedeparis.fr/actualites/enseigner-le-francais-au-cameroun-anglophone/

3 Interview avec Thérèse Kuoh-Moukoury (première romancière du Cameroun) à ce sujet. Paris le 10 août 2017.

4 http://www.efase-rwanda.com